

DGCCRF
Sous-Direction 3
59, Rue Vincent Auriol
75013 Paris

Paris le 2 octobre 2025

Madame, Monsieur,

Lassé d'entendre des professionnels m'indiquer que des agents de votre administration leur reprochent verbalement, sans pourtant jamais les verbaliser, l'absence, sur certains de leurs produits, de leur nom, d'un numéro de lot et d'une adresse complète au titre de l'application du Règlement général sur la sécurité des produits (RGSP), j'ai sollicité et saisi (le texte étant un texte d'émanation communautaire) les services de la Commission européenne pour obtenir leur position sur cette doctrine administrative appliquée par certaines DDPP, à des produits pourtant dépourvus de tout risque.

Il existe en effet des dizaines de milliers de produits sur le marché dont on peut affirmer sans risque qu'ils sont d'une totale innocuité.

C'est pourquoi, devant un tel constat, je ne souhaitais pas laisser s'enraciner l'idée fausse qu'il faille que tous les produits sans distinction soient impérativement accompagnés d'informations telles que celles visées ci-dessus, et ainsi laisser infuser au sein du marché la petite musique selon laquelle des produits dépourvus de tout risque, comme, au hasard, des pots de fleurs, des trombones, des cadres photo, des vases, etc., puissent être soumis à pareil traitement réglementaire, et ce en dépit du bon sens.

Les services de la Commission confirment mon analyse, vous trouverez ci-jointe leur réponse, naturellement accompagnée du commentaire de mon cabinet.

On constate à l'évidence que la Commission ne partage pas la position de certains de vos agents.

J'attends donc qu'au travers de cette note, qu'une fois informés par votre DG, les agents déconcentrés au niveau départemental modifient rapidement leur pratique, qui procède d'une surtransposition évidente et d'une compréhension erronée du texte initial, qu'ils appliquent pour certains sans nuance, et encore une fois de manière extensive et ostensiblement au seul bénéfice de l'accomplissement de leur mission.

D'ailleurs, si cette obligation avait dû prospérer au mépris de toute logique, ses conséquences : la création de milliards de notices ou d'autocollants, auraient constitué au mépris encore de toute logique et de tout bénéfice pour les consommateurs, un désastre écologique et environnemental.

Bien cordialement,

Jean-Marc MOINARD



Sujet : Votre réponse Europe Direct numéro #6632791

Date : Wed, 1 Oct 2025 08:25:00 +0000 (UTC)

De : Europe Direct Contact Centre <EuropeDirectContactCentre@edcc.ec.europa.eu>

Pour : jean-marc@moinard-avocat.com

Cher Monsieur Moinard,

Merci d'avoir contacté le centre de contact Europe Direct.

Le règlement général sur la sécurité des produits (GPSR) est un nouvel instrument clé du cadre juridique de l'UE en matière de sécurité des produits, qui remplacera à partir du 13 décembre 2024 l'actuelle directive sur la sécurité générale des produits et la directive sur les produits imitant les denrées alimentaires. Il modernise le cadre général de l'UE en matière de sécurité des produits et répond aux nouveaux défis posés à la sécurité des produits par la numérisation de nos économies.

Le GPSR exige que tous les produits de consommation présents sur les marchés de l'UE soient sûrs et impose aux entreprises des obligations spécifiques pour garantir cette sécurité.

Il s'applique aux produits non alimentaires et à tous les canaux de vente. Le GPSR fournit un filet de sécurité pour les produits ou les risques qui ne sont pas réglementés par d'autres législations de l'UE. Cette fonction de filet de sécurité signifie que les consommateurs de l'UE sont toujours protégés contre les produits dangereux, que ce soit aujourd'hui ou à l'avenir.

Les risques pour la sécurité ne peuvent être exclus en soi et doivent être évalués au cas par cas pour chaque produit, même dans le cas de produits « simples » comme, par exemple, les livres. En particulier, des risques chimiques peuvent être présents même dans des produits très simples (dans les systèmes d'alerte rapide Safety Gate de l'UE, il existe des alertes concernant des produits simples tels que des stylos qui ont été jugés dangereux).

C'est pourquoi le GPSR exige de tous les fabricants qu'ils effectuent une analyse interne des risques pour les produits relevant de son champ d'application et mis sur le marché de l'UE. Cette analyse des risques permet de garantir que les fabricants réfléchissent activement à la sécurité de leurs produits et éliminent ou atténuent les risques éventuels pour la sécurité avant de les mettre sur le marché. Cette analyse des risques doit également être effectuée pour les livres et autres produits simples et figurer dans la documentation technique. L'article 9, paragraphe 2, du GPSR stipule que la documentation technique doit au moins comprendre la description générale du produit et ses caractéristiques essentielles pertinentes pour l'évaluation de sa sécurité (par exemple, sa conception, ses caractéristiques techniques, sa composition, son emballage et ses instructions, etc).

Une liste des aspects à prendre en compte pour évaluer la sécurité d'un produit au titre du GPSR figure à l'article 6 du règlement. Le cas échéant, la documentation technique doit également contenir une analyse des risques éventuels et des solutions adoptées pour éliminer ou atténuer ces risques, ainsi qu'une liste des normes européennes pertinentes si elles ont été appliquées.

En raison de sa fonction de filet de sécurité, le GPSR ne contient pas de description exhaustive des exigences essentielles. Ainsi, les informations spécifiques à inclure doivent être évaluées au cas par cas.

La Commission européenne travaille actuellement à l'élaboration d'un ensemble de lignes directrices destinées à aider les opérateurs économiques, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), à comprendre leurs obligations au titre du GPSR. En attendant, nous vous invitons à consulter cette page, qui comprend également des documents de questions-réponses que vous pouvez télécharger : <https://ec.europa.eu/safety-gate/#/screen/pages/obligationsForBusinesses>

Pour obtenir des conseils spécifiques, nous vous recommandons de contacter le réseau Entreprise Europe Network (EEN). L'EEN est spécialement conçu pour aider les petites et moyennes entreprises dans leurs relations avec l'UE en matière commerciale. Vous trouverez une liste des bureaux disponibles dans les États membres de l'UE et dans les pays tiers à l'adresse suivante : <https://een.ec.europa.eu/local-contact-points>

Vous pouvez également contacter les autorités nationales de surveillance du marché. Leurs coordonnées sont disponibles ici : <https://ec.europa.eu/safety-gate/#/screen/pages/contacts>

Nous espérons que vous avez trouvé ces informations utiles. Nous restons à votre disposition pour d'autres questions sur l'Union européenne, ses activités ou ses institutions.

Madame, Monsieur,

J'ai un questionnaire sur l'application pratique du :
Règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023
relatif à la sécurité générale des produits.

Le texte traite de la sécurité des produits, ce qui induit que le produit, dans le cadre raisonnablement prévisible ou même dans des cas anormalement prévisibles, doit être sûr, c'est-à-dire que tous les risques associés dans ce cadre doivent être couverts soit par une réglementation particulière soit par ce Règlement.

Mon interrogation porte sur des produits dépourvus de tous risques pour les consommateurs, et ils sont légion :
Je prendrai à titre d'exemple un simple pot à crayon.

Au terme d'une analyse de risque, on arrive à la conclusion évidente que ce produit en est totalement dépourvu, tant au niveau de la nature du produit que de son utilisation que de sa destination, de risque.
Il est donc de ce fait exclu du champ d'application de ce règlement qui vise la SÉCURITÉ.

S'il n'y a pas de problème ayant trait à la sécurité, le produit étant totalement sûr et dépourvu de risque et donc pas de problématique de sécurité.

Obliger donc le fabricant à apposer la plupart du temps sur des autocollants ou sur des notices par exemple son nom, son adresse et un numéro de lot générera des millions de tonnes de déchets papier.

D'ailleurs, dans les faits, on constate que des centaines de produits qui sont distribués ne sont accompagnés d'aucune mention particulière par ce que sans risque, sans que cela pose le moindre problème aux autorités compétentes des pays membres.

Pouvez-vous donc, fort de ce qui précède, me confirmer que des produits dénués de tout risque sont exclus du champ d'application du règlement 2023/988 ?

Meilleures salutations,
Centre de contact Europe Direct
Nous répondons à toutes les questions sur l'UE



**EUROPE DIRECT
CONTACT CENTRE**

00 800 6 7 8 9 10 11 • europedirect.europa.eu

Nous vous prions de noter que les informations fournies par Europe Direct ne sont pas juridiquement contraignantes.

Nous souhaitons vous poser 4 questions sur l'information fournie par Europe Direct.

Il ne vous faudra qu'une minute pour répondre à ce sondage: [ici](#)



**État de l'Union
2025**

Transformer les promesses en avancées

[État de l'Union 2025: Transformer les promesses en avancées](#)